La gauche islamisée et la CGT en première ligne

dimanche 18 juin 2023, par [Jacques COTTA](#)

La CGT soutient de fait les islamistes qui mènent des opérations politiques dans les écoles, dès le plus jeune âge. Cela en d'autres temps aurait suscité une levée de boucliers dans le monde syndical notamment attaché aux principes élémentaires de la Laïcité, pilier qui permet encore de vivre ensemble, et qui se trouve sérieusement ébranlé. Mais aujourd'hui silence. Et qui ne dit mot consent ...

Les faits

Dans les semaines des mois de mai et juin, trois écoles primaires de Nice ont été le théâtre de **prières musulmanes** de la part d'une quinzaine d'enfants, d'une minute de silence « **en hommage du prophète** ». Dans un lycée de Nice et de Vallauris, c'est **le port d'une abaya** qui défraye la chronique.

Jeudi 15 juin, **Christian Estrosi** publie un communiqué avec le soutien du ministre de l'éducation nationale **Pap Ndiaye** et de la rectrice de l'académie, évoque une « *dérive de la société* », le « *séparatisme en marche* » et en appelle à « *une grande campagne de sensibilisation au phénomène de radicalisation* ».

Immédiatement, la **CGT Educ-Action** des alpes maritimes note « *la rapidité de ces réactions (...) avant même les résultats de l'enquête de l'inspection générale* » et estime donc que les témoignages d'instituteurs ou de chefs d'établissement en la matière est insuffisant.

Condamnation d'Estrosi donc, mais quid sur le fond de l'affaire ?

Réactions à front renversé

Il serait question de catéchisme à l'école, sans doute les principes n'auraient pas eu la même importance pour le maire de Nice et pour le ministre de l'éducation. Catéchisme religieux pour le premier, catéchisme woke pour le second...

Et sans doute dans ce cas, le catéchisme aurait été mis à l'index par la CGT Educ-Actions au nom des principes de laïcité et de l'intrusion de la religion catholique à l'école.

La discussion fort justement aurait porté sur le fond, la laïcité, la religion affaire privée qui doit le rester et ne pas venir empiéter sur l'espace public.

Mais là rien de cela. Par souci électoraliste, là où le Rassemblement national est une des premières forces électorales, le maire de Nice aidé par le ministre viennent sur des terres convoitées.

Et pour la CGT Educ-Actions, l'occasion de montrer la réalité d'une gauche décomposée ne pouvait être ratée. Les principes n'existent plus. La laïcité n'est pas ou fort peu évoquée. Le syndicat dénonce non pas la prière, mais la façon « d'attiser les peurs et de développer les raccourcis ». « C'est exposer les enfants, leurs parents et l'ensemble des communautés éducatives de ces établissements à un battage médiatique délétère qui les met en danger dans un contexte où les affaires de ce type sont régulièrement montées en épingle. » exprime la CGT.

Soutien de fait aux islamistes radicaux

On me reprochera peut-être d'aller vite en besogne. Mais comment ne pas voir dans la position de la CGT Educ-Actions des alpes maritimes l'expression d'une décomposition politique avancée, d'une gauche qui au nom des « bons sentiments » assimile musulmans et islamistes en refusant de condamner les seconds au nom des premiers.

Des enfants qui prient dans une cours de récréation, qui appellent au « respect de Mahomed » transgressent à la fois les règles élémentaires de la laïcité et s'engagent dans une action politique (sans doute téléguidée par des adultes très conscients de leurs actes) qui de fait n'a pas grand chose à voir avec la religion. Après les collégiennes de Creil portant le voile islamique dans les années 1989, après l'affaire de la crèche Baby Loup en 2010, après les émeutes urbaines consécutives au contrôle d'une femme portant le voile intégral à Trappes en 2013, après la provocation « Burkini » à Nice au lendemain de l'attentat meurtrier de juillet 2016, les lois de 2004 et 2010 portant respectivement sur les signes religieux dans les écoles publiques françaises et interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public provoquent les foudres des islamistes.

Au nom de l'antiracisme donc qui assimile les musulmans dans leur ensemble à l'islamisme radical, la gauche comme en témoigne la CGT Educ-Action, apporte son soutien de fait aux islamistes qui en coulisse savent très bien ce qu'ils font pour combattre la république, ses valeurs, et la laïcité. Ces positions catastrophiques, décérébrées, s'inscrivent dans la foulée de la manifestation « contre l'islamophobie » de novembre 2019 à laquelle participaient les responsables de gauche —à l'exception des responsables du PS — Jean-Luc Mélenchon en tête, derrière les responsables du CCIF et des frères musulmans en France, assimilant à nouveau la critique de l'islam politique au rejet des musulmans.

La gauche décérébrée jusqu'au bout

La CGT Educ-Actions a exprimé sans le vouloir sans doute le degré de complicité de la gauche avec la macronie.

Ainsi a t'elle épargné le ministre de l'éducation national qui en même temps qu'il soutenait le maire de Nice dans sa dénonciation soutenait de fait le port l'abaya dans les écoles françaises, un vêtement traditionnel féminin, en Arabie Saoudite notamment.

Courageux le ministre, qui remet dans la décision des chefs d'établissement le fait de savoir si ce vêtement est religieux ou pas. Dans la négative il serait donc évidemment impossible de l'interdire. Le fait politique est suffisamment important pour que la Nation ait une position homogène sur la question. Mais non, à chacun de se débrouiller, voilà tout !

Immédiatement le conseil du culte musulman a déclaré que « l'abaya n'est pas un vêtement religieux.

En conséquence, toutes les filles qui voudront ou qu'on incite à porter l'abaya pourront venir au collège et au lycée dans cet accoutrement. De quoi réjouir sans doute la gauche en général et particulièrement la France Insoumise qui milite contre l'interdiction de l'abaya. Dans la foulée des innovations de Mélenchon, elle pourra se féliciter de ce progrès de la créolisation et sans doute, pas avare de contradictions, du progrès du droit des femmes réalisé de la sorte, de leur liberté, et du droit des LGBT...

Pendant ce temps les islamistes exultent. Ils ont remporté une nouvelle victoire dans leur marche pour transformer la France en Dar-el-islam. Cela avec la complicité de la gauche, sans doute inconsciente ou pour certains bercés d'illusion dans la découverte d'un hypothétique apport électoral.

Et le ministre de l'éducation nationale peut se frotter les mains. Derrière ses positions, la CGT Educ-Actions n'aura non plus dit mot de l'affaire René Chiche, enseignant de philosophie suspendu sans salaire pour avoir tenu sur les « réseaux sociaux » des propos qui ont déplu à monsieur le ministre Pap Ndiaye.

Au fait, à gauche, la CGT Educ-Actions a un temps de retard. Les élus locaux SNES-FSU notamment, en qualité de représentants des personnels lors du conseil de discipline, ont voté pour que Chiche soit sanctionné.

Entre fossoyeurs de la laïcité et liquidateurs des droits des personnels, le gouvernement a t'il vraiment encore besoin d'auxiliaires ?

Jacques Cotta
Le 18 juin 2023